

SERVICES D'ASSURANCE CONSTRUCTION

SERVICES D'ASSURANCE CONSTRUCTION

TOUS RISQUES CHANTIER (LOT 1)

CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE (LOT 2)

OPERATION DE RESTRUCTURATION DU PALAIS DE JUSTICE DE L'ÎLE DE LA CITE – BATIMENT B5

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP.)

Lot 1 : Tous Risques Chantier et Responsabilité Civile Maitre d'Ouvrage

Table des matières

CHAPITRE 1 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER	3
ARTICLE 1 : Assurés	3
ARTICLE 2 : Biens assurés	4
ARTICLE 3 : Dommage matériel	4
ARTICLE 4 : Sinistre	4
ARTICLE 5 : Réparation	4
ARTICLE 6 : Période de construction	5
ARTICLE 7 : Période de maintenance	5
ARTICLE 8 : Objet des garanties	6
ARTICLE 9 : Exclusions	9
ARTICLE 10 : Recours	12
ARTICLE 11 : Franchise	12
CHAPITRE 2 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D’OUVRAGE	13
ARTICLE 1 : Assurés	13
ARTICLE 2 : Définitions	13
ARTICLE 3 : Sinistre	13
ARTICLE 4 : Franchises	14
ARTICLE 5 : Période de construction	14
ARTICLE 6 : Période de maintenance	14
ARTICLE 7 : Objet des garanties	14
ARTICLE 8 : Exclusions	15
CHAPITRE 3 : FONCTIONNEMENT DES GARANTIES	19
ARTICLE 1 : Montant des garanties	19
ARTICLE 2 : Prise d’effet des garanties	19
ARTICLE 3 : Durée des garanties	19
ARTICLE 4 : Résiliation	21
ARTICLE 5 : Primes	22
ARTICLE 6 : Sinistres	23
ARTICLE 7 : Prescription	26
ARTICLE 8 : Droit de communication et de rectification	26
ARTICLE 9 : Co-assurance	26

Préambule

En préambule, l’assureur déclare avoir eu connaissance de tous les renseignements nécessaires à une juste appréciation des risques, et avoir été en mesure de solliciter toute précision utile.

Le périmètre des travaux étant en partie affecté au ministère de la culture, l’APIJ a été mandaté par celui-ci pour assurer la maîtrise d’ouvrage de l’opération.

Il accepte de garantir l’assuré selon les principes de ce cadre de garantie.

L’ordre de priorité des pièces est rappelé à l’Acte d’Engagement.

Pouvoir adjudicateur et souscripteur

La présente opération est menée sous la maîtrise d’ouvrage de l’APIJ, établissement public de l’état assurant la maîtrise d’ouvrage des projets de la Justice.

APIJ Agence pour l’Immobilier de la Justice
Immeuble Okabé
67 avenue de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre

CHAPITRE 1 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

ARTICLE 1 : Assurés

- Le maître d'ouvrage et le souscripteur, jusqu'à la réception des travaux,
- Les architectes, bureaux d'études techniques, ingénieurs-conseils et autres techniciens, entrepreneurs titulaires de marchés de travaux passés avec la maîtrise d'ouvrage, ainsi que leurs sous-traitants lorsqu'ils participent aux travaux de l'opération et leurs fournisseurs pour leurs activités sur l'opération,
- Le contrôleur technique,
- Tous autres intervenants participant à la réalisation de l'opération, notamment, assistant au maître d’ouvrage, conducteur d’opération, coordonnateur SPS, OPC.
- D’une manière générale, tout intervenant sur le site, même non désigné dans la police.

L’assureur conserve tous recours à l’encontre des fournisseurs n’intervenant pas sur le site. Dans ce cas, l’assureur s’engage à engager les recours éventuels, y compris pour le montant de la franchise, laquelle sera ensuite reversée à l’assuré en cas d’aboutissement de l’action engagée. Pour permettre l’exercice du recours au niveau de la franchise, l’assureur reçoit mandat de la part de l’assuré.

L’assureur s’interdit d’invoquer l’existence de tout autre contrat d’assurances pour refuser ou différer son intervention et son indemnisation dans tout sinistre susceptible d’entrer dans le cadre des garanties du présent contrat. L’assureur indemniserà l’assuré de la même façon que si les autres assurances n’avaient jamais existé.

ARTICLE 2 : Biens assurés

Ouvrages neufs :

L'ensemble des ouvrages faisant l'objet de travaux et leurs équipements de tous ordres, y compris les matériaux et matériels, machines, installations de chantier, équipements, sur chantier, y compris lors de leur déchargement sur le site ou sur ses abords immédiats, destinés à être incorporés à l'ouvrage définitif, qu'ils soient ou non mis en œuvre (en ce compris les contrôles et essais, de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre) ainsi que les ouvrages et équipements provisoires spécifiquement conçus pour l'exécution des travaux.

Ouvrages existants :

Les ouvrages existants avant l'ouverture du chantier, sur, dessous, à côté ou à proximité, ou dans lesquels sont exécutés les travaux neufs, objet des opérations.

ARTICLE 3 : Dommage matériel

Dommage matériel : toute détérioration, altération, disparition ou destruction, toute perte ou vol d'une chose ou substance.

ARTICLE 4 : Sinistre

Tout événement dommageable susceptible d'entraîner la garantie du présent contrat. Constituent un seul et même sinistre, les dommages provenant d'un même événement ou d'une même cause technique initiale et se produisant simultanément.

ARTICLE 5 : Réparation

Par réparation, il faut entendre tous travaux et études qu'il convient de réaliser après la survenance de dommages pour réparer ou reconstruire à l'identique, ainsi que pour remplacer ou réparer les biens endommagés ou détruits.

Si la réparation ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, par "réparation", il faut entendre tous travaux et / ou études qu'il convient de réaliser, après la survenance d'un dommage pour que l'ouvrage (ou la partie d'ouvrage) sinistré (e) redevienne conforme à sa destination d'origine, avec un niveau de qualité équivalent à ce qu'elle était en ce qui concerne les ouvrages ou avec des performances techniques équivalentes à ce qu'elles étaient en ce

qui concerne les matériels et équipements.

ARTICLE 6 : Période de construction

La période comprise entre le début des travaux et la date de réception de chaque ouvrage ; la date de réception étant celle indiquée sur le procès-verbal contradictoire signé par le maître de l'ouvrage. La réception est l’acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte l'ouvrage avec ou sans réserve et ce au sens de l'article 1792-6 du Code Civil.

Il est toutefois précisé que la prise de possession éventuelle par le maître de l'ouvrage ou par toute personne ayant la qualité d'assuré, avant la réception, exclusivement pour l'installation et l'exploitation d’un bureau de chantier, ne vaudra pas réception aux termes du présent contrat, l'assureur renonçant expressément à tout recours à l'encontre de ces personnes et de leurs sous-traitants éventuels.

ARTICLE 7 : Période de maintenance

Elle commence le jour de la réception des travaux du plus tardif des lots de chaque opération, pour s’achever quatorze mois après cette date.

ARTICLE 8 : Objet des garanties

8.1 - Dommages aux biens assurés

Le présent contrat a pour objet de garantir aux assurés le paiement d'une indemnité correspondant à la réparation des dommages matériels subis par les biens assurés, pendant la période de garantie, à l'exception uniquement de ceux qui font l'objet des exclusions visées à l'Article 9 ci-après.

8.1.1 - Pendant la période de construction

Dommages aux ouvrages neufs ou existants

Sont notamment compris dans la garantie, à titre énonciatif et non limitatif, les dommages résultants :

- d'erreurs de conception, de calcul, de plan ou d'atelier, de fabrication, de stockage et/ou de mise en œuvre (les dommages à la partie viciée étant également compris dans la garantie), d'un vice de matière, des matériaux ou des matières premières,
- de fausses manœuvres, négligence, malveillance, inexpérience, imprudence de toute personne, y compris les préposés de l'assuré,
- d'un effondrement des ouvrages garantis, quelle qu'en soit l'origine, ainsi que les dépenses nécessaires pour remédier à une menace grave et/ou imminente d'effondrement total ou partiel des ouvrages garantis, après accord de l'assureur sauf si l'urgence de la réparation ne donnait pas la possibilité aux assurés d'obtenir l'accord de l'assureur dans un délai permettant d'éviter l'aggravation et/ou la survenance d'un dommage matériel,
- d'incendie, d'explosion, de la foudre, de l'électricité, des eaux, du gel, de la grêle, de tempête, de glissement ou d'affaissement de terrains, de tous événements naturels autres que ceux prévus ci-dessus,
- de grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme, de sabotage ou de vandalisme et d'attentats,
- d'impact, y compris par des engins de chantier ou des véhicules à moteur,
- de catastrophes naturelles, dans les conditions fixées par la Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 et ses textes d'application.

Les altérations ou modifications d'aspects ne sont garanties que pour autant qu'elles soient consécutives à un dommage matériel garanti.

Les dommages aux existants sont garantis lorsqu'ils sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs, y compris en cas d'incendie, foudre et explosion mais
A L'EXCLUSION DES DOMMAGES QUI RESULTERAIENT DES PROPRES DEFAUTS DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES EXISTANTS.

Réceptions échelonnées - Occupations partielles - Mises en exploitation partielle :

Dans le cas de réceptions échelonnées et/ou d'occupations partielles et/ou de mises en exploitation partielle, les parties réceptionnées, ou occupées, ou mises en exploitation, restent garanties pour les dommages occasionnés du fait et à l'occasion des travaux sur les parties d'ouvrage non encore réceptionnées et/ou non encore occupées et/ou non encore mises en exploitation et/ou mis ou non mis à disposition anticipée.

Les dommages aux ouvrages non réceptionnés et/ou non occupés et/ou non mis en exploitation et/ou mis ou non mis à disposition anticipée, demeurent garantis, quand bien même les dommages à ces ouvrages résultent d'une partie réceptionnée, et/ou occupée, et/ou mise en exploitation, **y compris pour les dommages d'Incendie, Foudre, Explosion.**

Mises à disposition anticipées :

En cas de mises à disposition anticipées de zones de chantier à tous tiers (Preneurs, locataires, utilisateurs...) pour la réalisation de leurs travaux et/ou de leurs aménagements, les Biens Assurés restent bien couverts, **y compris pour les dommages d'Incendie, Foudre Explosion**, y compris pour les zones mises à disposition de manière anticipée et ce, jusqu'à la date de réception de l'ouvrage.

La mise à disposition anticipée n'entraîne pas réception, occupation ou mise en exploitation des Biens Assurés.

Les dommages aux ouvrages non réceptionnés et/ou non occupés et/ou non mis en exploitation et/ou mis ou non mis à disposition anticipée, demeurent garantis, quand bien même les dommages à ces ouvrages résultent d'une partie réceptionnée, et/ou occupée, et/ou mise en exploitation et/ou des travaux réalisés dans les zones mises à disposition de manière anticipée, **y compris pour les dommages d'Incendie, Foudre Explosion.**

8.1.2 - Pendant la période de maintenance

La garantie est acquise à l'assuré pour tous dommages matériels subis par les biens assurés et qui proviendraient de la négligence et/ou de la maladresse et/ou de fausse manœuvre, imputables aux assurés et qui surviendraient lorsque ceux-ci reviennent sur le site pour l'accomplissement de leurs obligations contractuelles ou légales.

8.2 - Garanties complémentaires

Il est convenu que sont également garantis les frais nécessaires exposés à l'occasion d'un sinistre, et notamment :

8.2.1 - Les frais nécessaires de démolition, de déblaiement, de dépose ou de démontage des biens assurés, d'enlèvement ou d'amenée de terres, de déplacement ou de remplacement de biens meubles ou immeubles.

8.2.2 - Le coût des réparations provisoires ou de fortune pour autant que l'Assureur ait donné son accord préalable à l'exécution de telles réparations.

Toutefois, la garantie sera acquise dans le cas où l'urgence de la réparation ne permet pas aux Assurés de prévenir immédiatement l'Assureur, celui-ci devant néanmoins être avisé dans les meilleurs délais.

Sont également compris à ce titre les frais de mesures conservatoires, d'étalement, d'échafaudage, de clôture provisoire et de gardiennage, de secours, de sauvetage et de pompage (pour le pompage, sous réserve des dispositions de l'exclusion 18).

8.2.3 - Les frais de peinture et de nettoyage du site consécutifs à un sinistre garanti ou à la survenance d'un évènement naturel.

8.2.4 - Les frais et honoraires de l'expert choisi et nommé par l'assuré. Toutefois, il est précisé que le remboursement desdits frais par l'assureur n'excèdera jamais :

- ni le montant des honoraires réellement dus,
- ni le montant des honoraires réellement payés par l'assuré,

8.2.5 - Les frais et honoraires des hommes de l'art, y compris le bureau de contrôle, chargés des études et missions indispensables à la démolition, à la réparation ou à la reconstruction des ouvrages sinistrés

8.2.6 - Les frais supplémentaires de main d'œuvre pour heures supplémentaires, travail de nuit ou pendant les dimanches et jours fériés

8.2.7 - Les frais supplémentaires pour expédition en grande vitesse, y compris par voie aérienne, mais seulement sur les lignes régulières ou transports équivalents et les frais de douane

8.2.8 - Les frais de recherche de fuites engagées par l'assuré pour rechercher ou détecter une fuite qui a été constatée et ceux exposés pour remédier à celle-ci

8.2.9 - Les frais engagés par l'assuré pour refaire tous plans ou dessins qui auraient été perdus ou endommagés

8.2.10 – Bien stockés hors site : Sont garantis, en cas de sinistre garanti, les dommages matériels subis par les biens assurés pendant leur stockage provisoire en entrepôts hors sites permanents des intervenants ou fournisseurs, clos, couverts et gardiennés 24H/24, et situés à moins de 10 km de l'opération de construction.

*8.2.11 – Peines et soins : Les frais de siège, de services administratifs, de services généraux ou autres, dénommés peines et soins, exposés par les assurés.
Ces frais s'ajoutent aux frais de remise en état proprement dits.*

8.3 - Dispositions particulières

ARRET TEMPORAIRE TOTAL OU PARTIEL DES TRAVAUX

En cas d'arrêt temporaire total ou partiel des travaux excédant un mois, sauf arrêt dû à la période légale de congés ou à une cause légitime de retard défini dans les marchés de travaux, les assurés devront, dans les DIX jours suivant la fin de ce délai d'un mois, aviser l'assureur et convenir avec lui des éventuelles dispositions à prendre pour que le contrat puisse produire ses effets en cas de dommages.

ARRET DEFINITIF TOTAL OU PARTIEL DES TRAVAUX

En cas d'arrêt définitif de tout ou partie des travaux, les assurés devront en aviser l'assureur DANS LES QUINZE JOURS de l'arrêt. Il est alors convenu que l'assureur remboursera au souscripteur la portion de prime correspondant à la période de garantie non courue et, proportionnellement à la partie d'ouvrage concernée.

CLAUSE DES 72 HEURES

Les sinistres résultant d'un événement naturel, tel que défini ci-dessous, survenant pendant une période de 72 heures consécutives seront considérés comme formant un seul et même événement et constitueront donc un seul sinistre tant au regard de l'application de la franchise que de la limite contractuelle d'indemnité. Les Assurés détermineront le début de la période mais deux périodes choisies ne pourront se chevaucher. Par événement naturel, il faut entendre tempête, ouragan, cyclone, inondation, glissement ou affaissement de terrain, tremblement de terre, éruption volcanique, raz-de-marée. La présente clause est sans effet lorsque le sinistre est régi obligatoirement par les dispositions d'ordre public de la loi française du 13 Juillet 1982 sur les catastrophes naturelles.

ARTICLE 9 : Exclusions

EU EGARD A LA FORMULE "TOUT SAUF" ADOPTÉE, IL EST EXPRESSEMENT CONVENU QUE TOUT CE QUI NE FAIT PAS L'OBJET D'UNE EXCLUSION FORMELLE EST GARANTI AU TITRE DU PRESENT CONTRAT.

IL APPARTIENT DONC A L'ASSUREUR D'APPORTER LA PREUVE DE L'APPLICATION DE L'EXCLUSION QU'IL INVOQUE. TANT QUE CETTE PREUVE N'EST PAS RAPPORTEE, LA GARANTIE EST ACQUISE A L'ASSURE.

IL EST EN OUTRE PRECISE QUE L'EXCLUSION NE PEUT ETRE INVOQUEE QUE DANS LA MESURE OU L'EVENEMENT DOMMAGEABLE TROUVE SON ORIGINE EXCLUSIVE DANS LADITE EXCLUSION.

SONT SEULS EXCLUS DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT :

9.1 - LES DOMMAGES RESULTANT DU FAIT INTENTIONNEL OU DU DOL COMMIS PAR LA DIRECTION DE L'ASSURE OU AVEC SA COMPLICITE. TOUTEFOIS, LA GARANTIE RESTERA ACQUISE AUX ASSURES QUI N'ONT PAS COMMIS LE FAIT INTENTIONNEL OU LE DOL, ETANT PRECISE QU'UN RECOURS SERA POSSIBLE CONTRE L'AUTEUR.

9.2 - LES DOMMAGES RESULTANT DE FAITS DE GUERRE ETRANGERE OU DE GUERRE CIVILE.

Toutefois demeurent garantis les pertes ou dommages :

- causés par missiles et/ou mines et/ou bombes et/ou autres explosifs n'ayant pas été découverts au moment du commencement des travaux dans la mesure où il n'existe pas d'état de guerre dans le pays où les travaux assurés sont exécutés.
- causés en temps de paix par obus et/ou missiles lancés au départ de terrains d'entraînement militaire et / ou d'avions militaires.

9.3 - LES DOMMAGES OU LEUR AGGRAVATION CAUSES PAR LES EFFETS DIRECTS OU INDIRECTS D'EXPLOSIONS, DE DEGAGEMENT DE CHALEUR, D'IRRADIATIONS PROVENANT DE TRANSMUTATION DE NOYAUX D'ATOMES OU DE LA RADIO-ACTIVITE AINSI QU'AUX EFFETS DE RADIATIONS PROVOQUES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DE PARTICULES. Par dérogation à ce qui précède, ne sont pas exclus les dommages causés par les sources de rayonnement ionisants utilisés ou destinés à être utilisés hors d'une installation nucléaire, dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage et détenue dans un établissement non classé au sens de la loi n° 76-663 du 19.7.1976 (Sources classées par la CIREA : S1,S2 et L1,L2.).

9.4 - LES AMENDES PENALES ET FRAIS Y RELATIFS.

9.5 - LES DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR LES OUVRAGES AYANT MOTIVE DES RESERVES DU MAITRE D'OEUVRE OU DU CONTROLEUR TECHNIQUE, LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE MEME DE CES RESERVES.

CETTE EXCLUSION NE PEUT JOUER QU'AVANT LA LEVEE DES RESERVES ET SEULEMENT DANS LA MESURE OU LES INTERESSES N'ONT PAS APPORTE LA DILIGENCE NECESSAIRE, A DIRE D'EXPERTS, POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT DE LEVER LESDITES RESERVES.

9.6 - LES DOMMAGES MATERIELS AUX MATERIELS, OUTILLAGES, ENGINS DE CHANTIER, DONT LES INTERVENANTS ONT LA PROPRIETE OU LA GARDE.

9.7 - LA REPARATION DES DOMMAGES MATERIELS A LAQUELLE LES CONSTRUCTEURS SONT TENUS SUR LE FONDEMENT DES ARTICLES 1792, 1792-2 ET 1792-3 DU CODE CIVIL.

9.8 - LES DOMMAGES SUBIS PAR DES PARTIES DE L'OUVRAGE ATTEINTES :

- SOIT PAR L'USURE MÉCANIQUE, THERMIQUE OU CHIMIQUE,
- SOIT PAR L'ACTION PROGRESSIVE ET/OU CONTINUELLE DE L'EXPLOITATION OU D'AGENTS DESTRUCTEURS, ET CE, QUELLES QU'EN SOIENT LA CAUSE, L'ORIGINE OU LA MANIFESTATION, TELS QUE : OXYDATION, DÉPÔTS DE ROUILLE, DE TARTRE, DE BOUE, INCRUSTATION, CORROSION D'ORIGINE QUELCONQUE.

Ne sont toutefois pas visés par la présente exclusion, ceux de ces dommages dont la cause, exclusivement fortuite, soudaine et garantie, et la manifestation pourront être considérées comme simultanées.

9.9 - TOUS LES FRAIS QUELS QU'ILS SOIENT QUI, EN L'ABSENCE DE DOMMAGE MATERIEL, SERAIENT ENGAGES POUR RECHERCHER OU SUPPRIMER DES DEFAUTS OU POUR RECTIFIER DES VICES DE PLAN OU DE CONCEPTION, OU POUR METTRE LES BIENS FAISANT L'OBJET DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT EN CONFORMITE AVEC LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU MARCHE ET DU CAHIER DES CHARGES OU POUR

APPORTER A CES BIENS UNE MODIFICATION OU UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE.

9.10 - PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE DEFINIE AU PARAGRAPHE I.11 ET POUR LES SEULS OUVRAGES CONCERNES PAR CETTE GARANTIE LES DOMMAGES GARANTIS PAR LES POLICES D'EXPLOITATION SOUSCRITES POUR LES OUVRAGES RECEPTIONNES, OU A DEFAUT DE SOUSCRIPTION DESDITES POLICES, LES DOMMAGES D'INCENDIE, FOUDRE ET EXPLOSION.

9.11 - LES PERTES ET DISPARITIONS CONSTATEES A L'OCCASION D'UN INVENTAIRE OU D'UN CONTROLE.

9.12 - LES ENGAGEMENTS FINANCIERS, LES DOMMAGES IMMATERIELS, REFUS DE FOURNITURE ET PENALITES DE TOUTES SORTES, CONTRACTUELLES OU NON, CONSECUTIFS OU NON A UN DOMMAGE GARANTI.

9.13 - LES PERTES OU DOMMAGES SURVENANT AUX ESPECES, VALEURS ET TITRES DE TOUTE NATURE.

9.14 - LES DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR LE MOBILIER MEUBLANT CONTENU DANS LES BIENS ASSURES.

9.15 – LES DOMMAGES QUI RESULTERAIENT DES PROPRES DEFAUTS DES OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGES EXISTANTS.

9.16 - LES DOMMAGES RÉSULTANT DE L'INOBSERVATION DÉLIBÉRÉE COMMISE PAR LA DIRECTION DE L'ASSURÉ OU LES PERSONNES AYANT REÇU POUVOIR DE CETTE DIRECTION, DES RÈGLES DE L'ART TELLES QU'ELLES SONT DÉFINIES PAR LES RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR, LES DOCUMENTS TECHNIQUES OU LES NORMES ÉTABLIES PAR LES ORGANISMES COMPÉTENTS À CARACTÈRE OFFICIEL, OU DANS LES MARCHÉS DES TRAVAUX CONCERNÉS, étant toutefois précisé que cette exclusion ne s'applique qu'au seul assuré ayant commis l'inobservation.

9.17 - TOUS TRAVAUX D'INJECTION ET TOUTES MESURES DE SECURITE SUPPLEMENTAIRES, MEME SI C'EST SEULEMENT PENDANT LES TRAVAUX DE CREUSEMENT QUE L'ON DECOUVRE QUE CES MESURES S'AVERENT NECESSAIRES, sauf ceux nécessaires à la stricte réparation du sinistre.

9.18 - LES FRAIS ENGAGES POUR L'ASSECHEMENT DES GALERIES MEME SI LES QUANTITES D'EAU DEPASSENT CELLES QUI ETAIENT PREVUES INITIALEMENT, SAUF ENVAHISSEMENT FORTUIT TEL QUE : INONDATIONS, PLUIES D'ORAGES OU BRUSQUE APPARITION D'UNE RIVIERE SOUTERRAINE NON DECELEE AUPARAVANT.

9.19 - LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR UNE PANNE DU SYSTEME D'ASSECHEMENT, SI UNE TELLE PANNE AURAIT PU ETRE EVITEE PAR UN MATERIEL DE RESERVE SUFFISANT.

ON ENTEND PAR UN MATERIEL DE RESERVE SUFFISANT, LE MATERIEL DE SECOURS A 100% DES MOYENS DE POMPAGE PREVUS A L'ORIGINE

9.20 LES FRAIS ENGAGES PAR L'ASSURE :

- **POUR LE REMPLACEMENT OU LA RÉPARATION DES PIEUX, BARETTES OU DES ÉLÉMENTS DE PAROIS :**
 - QUI SE SONT DÉPLACÉS, DÉALIGNÉS OU COINCÉS PENDANT LEUR MISE EN PLACE,
 - QUI SONT DEVENUS INUTILISABLES, ONT ÉTÉ ABANDONNÉS OU ENDOMMAGÉS AU COURS DU BATTAGE OU DU RETRAIT,
 - QUI NE SONT PLUS UTILISABLES PARCE QUE L’APPAREIL DE FORAGE OU LA COLONNE D’EXPLOITATION SONT RESTÉS COINCÉS OU ONT SUBI DES DOMMAGES,
- **POUR LA RÉPARATION DES PALPLANCHES DISJOINTES OU MAL JOINTES,**
- **POUR LES FRAIS DE RECHERCHE OU D’ÉLIMINATION DES FUITES OU DES INFILTRATIONS DE TOUTE SORTE,**
- **POUR LE REMPLISSAGE DES ESPACES VIDES ET DE RÉPARATION DES FUITES DE BENTONITE,**
- **DU FAIT QUE LES PIEUX OU LES ÉLÉMENTS DE FONDATIONS N’ONT PAS RÉSISTÉ À L’ESSAI DE PORTANCE OU N’ONT PAS ATTEINT LA FORCE PORTANTE NÉCESSAIRE,**
- **POUR LE RÉTABLISSEMENT DES PROFILS OU DES DIMENSIONS.**

LA GARANTIE RESTE ACQUISE AUX PERTES PHYSIQUES ET DOMMAGES CAUSÉS PAR LES RISQUES NATURELS.

9.21 LES PERTES OU DOMMAGES RESULTANT D’UN AFFAISSEMENT DE TERRAIN, S’IL EST CAUSE PAR UN COMPACTAGE INSUFFISANT.

ARTICLE 10 : Recours

L’assureur déclare renoncer à tous recours contre tout participant à l’opération de construction ainsi que contre leurs assureurs pour autant que le montant de leurs travaux et/ou prestations soit incorporé à la somme assurée.

L’assureur s’interdit d’invoquer l’existence de tout autre contrat d’assurances pour refuser ou différer son intervention et son indemnisation dans tout sinistre susceptible d’entrer dans le cadre des garanties du présent contrat. L’assureur indemniserà l’assuré de la même façon que si les autres assurances n’avaient jamais existé.

ARTICLE 11 : Franchise

La franchise prévue au présent contrat est précisée aux conditions particulières et s'applique par sinistre, que celui-ci survienne tant pendant la période de construction que pendant celle de maintenance.

CHAPITRE 2 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D’OUVRAGE

ARTICLE 1 : Assurés

- Le souscripteur, à l’exclusion des autres intervenants dans l’opération de construction ;
- Le maître d’ouvrage, s’il est différent du souscripteur ;
- Les préposés et agents de l’assuré, salariés ou non dans l’exercice de leurs fonctions, le personnel intérimaire, les stagiaires, apprentis, candidats à l’embauche, et ce quel que soit le mode de rémunération ;
- Toute personne apportant son concours bénévole aux assurés ;
- Pour les assurés personne morale, leurs administrateurs, dirigeants et les personnes qu’ils se seraient substitués dans la direction générale ou qu’ils auraient désignés, lorsqu’ils sont dans l’exercice de leurs fonctions ;
- les invités ou participants à toutes réceptions, soirées, lancements, inaugurations, manifestations, ... ;
- les visiteurs sur le site.

ARTICLE 2 : Définitions

Avoisinants : tout ouvrage immobilier dont l’assuré n’est ni propriétaire, ni locataire, ni occupant à quelque titre que ce soit, situé en tout ou partie sur, sous, contre ou à côté du terrain et/ou de l’existant objet de l’opération de construction.

Dommege corporel : toute atteinte physique et morale subie par un être humain et ses conséquences pécuniaires

Dommege matériel : toute détérioration, altération, disparition ou destruction, toute perte ou vol d’une chose ou substance, ainsi que le fait de les rendre inutilisables, toute atteinte à des animaux.

Dommege immatériel : tout préjudice pécuniaire ne répondant pas à la définition des dommages corporels ou matériels définis ci-dessus.

Atteinte à l’environnement accidentelle

Elle se définit comme suit pour l’application de la garantie correspondante :

- l’émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l’atmosphère, le sol ou les eaux,
 - la production d’odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,
- dont la manifestation est concomitante à l’évènement soudain et imprévu qui l’a provoquée et qui ne se réalise pas de façon lente et progressive.

ARTICLE 3 : Sinistre

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l’assuré, résultant d’un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations

ARTICLE 4 : Franchises

Les sommes fixées à l’Acte d’Engagement, qui sont toujours déduites de l'indemnité due par l'assureur et qui restent à la charge des assurés.

Le sinistre est imputé à l’année d’assurance au cours de laquelle la première réclamation est adressée à l’assuré ou directement par les tiers à l’assureur.

Ils se réduisent, et finalement s’épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d’indemnité selon l’ordre chronologique d’exigibilité des paiements, sans reconstitution de garantie sauf disposition contraire.

ARTICLE 5 : Période de construction

La période comprise entre le début des travaux correspondant à la date de la DOC ou à défaut, du 1^{er} OS délivré au titre de l’opération assurée (en ce compris la période d’installation de chantier) et la date de réception des ouvrages ; la date de réception étant celle indiquée sur le procès-verbal contradictoire signé par le maître de l'ouvrage.

La réception est l’acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte l'ouvrage avec ou sans réserves et ce au sens de l'article 1792-6 du Code Civil.

Il est toutefois précisé que la prise de possession éventuelle par le maître de l'ouvrage ou par toute personne ayant la qualité d'assuré, avant la réception, exclusivement pour l'installation et l'exploitation d’un bureau de chantier, ne vaudra pas réception aux termes du présent contrat, l'assureur renonçant expressément à tout recours à l'encontre de ces personnes et de leurs sous-traitants éventuels.

ARTICLE 6 : Période de maintenance

Elle commence le jour de la réception des travaux du plus tardif des lots de chaque opération, pour s’achever quatorze mois après cette date.

ARTICLE 7 : Objet des garanties

7.1 – Activités assurées

Maîtrise d’ouvrage dans le cadre des travaux de construction définis au CCAP.

7.2 – Garantie de base du contrat

Le contrat couvre le paiement des conséquences pécuniaires, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, dans l’exercice de activités définies ci-dessus et des prestations qui s’y rattachent ainsi que du fait des personnes, des biens meubles ou immeubles (terrains, ouvrages existants occupés ou non) et des animaux affectés à

l’exercice de votre activité dont vous seriez déclaré civilement responsable, lorsque la responsabilité de l’assuré est engagée sur quelque fondement juridique que ce soit.

7.3 - Dispositions particulières

Il est précisé d'une façon non limitative que la garantie s'applique notamment dans les cas suivants :

7.3.1. Conventions particulières

Sont couvertes les conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre, d'une part l'assuré et, d'autre part :

- l'État,
- les Administrations, Collectivités locales, Organismes publics ou semi-publics, français ou étrangers, tels que, en France : S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., R.A.T.P., R.E.R., PONTS & CHAUSSEES, FRANCE TELECOM, etc.,
- les organismes ou concessionnaires d'un service public y compris ceux à caractère industriel et commercial.

7.3.2. Organisateur de manifestation

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en tant qu'organisateur ou du fait de sa participation à des réunions, manifestations professionnelles, sportives, culturelles, sociales, jeux divers, visites du site, les participants ayant la qualité d'assurés et de tiers entre eux.

7.3.3. Vols, détournements

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en cas de vols, détournements, escroqueries commis par ses préposés en service, ou avec leur complicité ou du fait de leur négligence sous réserve qu'une plainte soit déposée aux autorités compétentes.

7.3.4. Avoisinants, existants.

Les conséquences des dommages causés aux ouvrages, parties d'ouvrage adjacents, avoisinants, existants ... sur, sous, dans ou à proximité desquels l'assuré intervient.

ARTICLE 8 : Exclusions

EU EGARD A LA FORMULE "TOUT SAUF" ADOPTÉE, IL EST EXPRESSEMENT CONVENU QUE TOUT CE QUI NE FAIT PAS L'OBJET D'UNE EXCLUSION FORMELLE EST GARANTI AU TITRE DU PRESENT CONTRAT.

IL APPARTIENT DONC A L'ASSUREUR D'APPORTER LA PREUVE DE L'APPLICATION DE L'EXCLUSION QU'IL INVOQUE. TANT QUE CETTE PREUVE N'EST PAS RAPPORTEE, LA GARANTIE EST ACQUISE A L'ASSURE.

IL EST EN OUTRE PRECISE QUE L'EXCLUSION NE PEUT ETRE INVOQUEE QUE DANS LA MESURE OU L'EVENEMENT DOMMAGEABLE TROUVE SON ORIGINE EXCLUSIVE DANS LADITE EXCLUSION.

Sont seules exclues des garanties du présent contrat, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile engagée à raison :

8.1 - DES DOMMAGES CAUSES A L'OCCASION OU AU COURS DE MANIFESTATIONS SPORTIVES SOUMISES A OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE.

8.2 - DES ACCIDENTS OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR UNE GUERRE CIVILE OU ETRANGERE, DES GREVES, EMEUTES ET MOUVEMENTS POPULAIRES, UN TREMBLEMENT DE TERRE.

8.3 - DES DOMMAGES CAUSES PAR DES AERONEFS, DES ENGINS DE NAVIGATION MARITIME OU FLUVIALE NECESSITANT UN PERMIS POUR LES PILOTER, APPARTENANT À L'ASSURE OU UTILISES PAR LUI AINSI QUE CEUX CAUSES PAR L'EXPLOITATION D'UN RESEAU FERROVIAIRE AUTRES QUE LES RESEAUX OU EMBRANCHEMENTS PARTICULIERS.

8.4 - DES DOMMAGES CAUSES PAR TOUS VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR AINSI QUE TOUT ENGINS, MATERIELS, OU VEHICULES TERRESTRES SANS MOTEUR LORSQU'ILS SONT ATTELES A UN TEL VEHICULE TERRESTRE À MOTEUR, SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONFORMEMENT AUX ARTICLES L211-1 ET SUIVANTS DU CODE DES ASSURANCES ;

8.5 DES ASTREINTES ET AMENDES DE TOUTE NATURE AINSI QUE LES CONDAMNATIONS PENALES.

8.6 - DES DOMMAGES MATERIELS CAUSES AUX TIERS, PROVENANT DE LA COMMUNICATION D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION PAR UN BATIMENT ET/OU SON CONTENU AFFECTES A TITRE PERMANENT AUX ACTIVITES DE L'ASSURE.

Toutefois :

- la garantie reste acquise pour les bâtiments faisant l'objet d'une occupation précaire, temporaire (pour la durée du chantier) ou sans titre.
- la garantie intervient en complément de la garantie recours des voisins et des tiers, souscrite par ailleurs ou si cette dernière se révèle inopérante.

8.7 - DES DOMMAGES RESULTANT D'UNE ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT NON ACCIDENTELLE.

8.8 - DES DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS ENGAGEANT LA RESPONSABILITE DE L'ASSURE SUR LA BASE DES ARTICLES 1646-1, 1792 ET SUIVANTS ET 1831-1 DU CODE CIVIL.

8.9 - DES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS DONT SONT RESPONSABLES, DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS, LES MANDATAIRES SOCIAUX, LES ADMINISTRATEURS, LES DIRIGEANTS DE FAIT OU DE DROIT DES PERSONNES AYANT QUALITE D'ASSURE.

LA PRESENTE EXCLUSION S'APPLIQUE EGALEMENT DANS LE CAS OU LA RESPONSABILITE DE CES DOMMAGES INCOMBE A UNE PERSONNE MORALE EXERÇANT LESDITES FONCTIONS PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN REPRESENTANT PERMANENT.

8.10 - DES DOMMAGES RESULTANT DES TROUBLES DE VOISINAGE (ET SAUF CE QUI EST DIT À LA GARANTIE DES DOMMAGES RESULTANT D'UNE ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT ACCIDENTELLE) :

- SE PRODUISANT INEVITABLEMENT PENDANT LES TRAVAUX RELATIFS AUX OPERATIONS**

**DE CONSTRUCTION (TELS QUE BRUITS, ODEURS, FUMÉES, POUSSIÈRES, VIBRATIONS, GENES APPORTÉES AUX VOIES DE CIRCULATION OU AUX RIVERAINS)
– OU DUS À L’IMPLANTATION MÊME DES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION, EN RAISON DE LEURS DIMENSIONS OU DE LEURS STRUCTURES (TELS QUE PERTES D’ENSOLEILLEMENT, BROUILLAGE DES ÉMISSIONS DE RADIOTÉLÉVISION, MAUVAIS TIRAGES DES CHEMINÉES VOISINES, INCONVENIENTS DE SERVITUDE DE PASSAGE) ...**

8.11 - DES DOMMAGES RESULTANT D’ATTENTATS, SABOTAGE ET D’ACTES DE TERRORISME.

8.12 - DES DOMMAGES CORPORELS, MATÉRIELS, IMMATÉRIELS CONSECUTIFS OU NON, CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR DE L’AMIANTE OU DU PLOMB.

8.13 - LES RECOURS INTENTES CONTRE L’ASSURÉ :

- PAR LA SECURITE SOCIALE (OU TOUT AUTRE ORGANISME FRANÇAIS DE PROTECTION SOCIALE)**
- OU PAR UN EMPLOYEUR AYANT PLACÉ TEMPORAIREMENT UN SALARIÉ QUI LUI EST LIÉ PAR UN CONTRAT DE TRAVAIL SOUS LES ORDRES DE L’ASSURÉ,**
- EN CAS DE FAUTE INEXCUSABLE POUVANT ÊTRE COMMISE PAR L’ASSURÉ OU LES PERSONNES QU’IL S’EST SUBSTITUÉES DANS LE DIRECTION DE L’ENTREPRISE (ARTICLES L452-1 À L452-4 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE OU TEXTE ÉQUIVALENT ISSU D’UN RÉGIME FRANÇAIS DE PROTECTION SOCIALE SPÉCIFIQUE) ...**

8.14 - LES DOMMAGES RESULTANT DU FAIT INTENTIONNEL OU DU DOL COMMIS PAR LA DIRECTION DE L’ASSURÉ OU AVEC SA COMPLICITÉ. TOUTEFOIS, LA GARANTIE RESTERA ACQUISE AUX ASSURÉS QUI N’ONT PAS COMMIS LE FAIT INTENTIONNEL OU LE DOL, ÉTANT PRÉCISÉ QU’UN RECOURS SERA POSSIBLE CONTRE L’AUTEUR.

8.15 – LES DOMMAGES CONSÉCUTIFS À DES RETARDS DE LIVRAISON OU À LA NON-LIVRAISON DES CONSTRUCTIONS RÉALISÉES PAR L’ASSURÉ, sauf si ces dommages sont dus à des causes relevant d’un dommage garanti par le présent contrat.

8.16 - LES LITIGES RELATIFS AUX CHARGES D’EXPLOITATION DES CONSTRUCTIONS OBJET DE L’ACTIVITÉ DE L’ASSURÉ.

8.17 - LES PÉNALITÉS FORFAITAIRES STIPULÉES À LA CHARGE DE L’ASSURÉ AINSI QUE TOUTES INDEMNITÉS FONDÉES SUR L’INEXÉCUTION D’ENGAGEMENTS COMPORTANT UNE GARANTIE PERSONNELLE PÉCUNIAIRE PRISE PAR L’ASSURÉ OU, SUR SES INSTRUCTIONS, PAR TOUTE PERSONNE DONT IL RÉPOND, DANS LA MESURE OU LES OBLIGATIONS QUI RESULTENT DE CES ENGAGEMENTS EXCÉDENT CELLES AUXQUELLES IL EST TENU EN VERTU DES TEXTES LÉGAUX SUR LA RESPONSABILITÉ, AINSI QUE LES PÉNALITÉS DE RETARD OU INDEMNITÉS CONTRACTUELLES À LA CHARGE DE L’ASSURÉ ET QUI NE RÉFLÉTERAIENT PAS LE DOMMAGE RÉELLEMENT SUBI PAR LES TIERS

8.18 - LA RESPONSABILITÉ CIVILE PERSONNELLE DES INTERVENANTS DANS LES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTIONS (ENTREPRISES, ARCHITECTES, BUREAUX D’ÉTUDES, SOUS TRAITANTS,

FOURNISSEURS), ETANT PRECISE QUE LA RESPONSABILITE CIVILE DE L’ASSURE DU FAIT DE CES DERNIERS EST NORMALEMENT GARANTIE PAR LE PRESENT CONTRAT ET QUE L’ASSUREUR EST SUBROGE DANS LES DROITS DE L’ASSURE POUR EXERCER TOUT RECOURS CONTRE LESDITS INTERVENANTS ET LEURS ASSUREURS.

8.19 - LES DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR LES OUVRAGES OBJET DES TRAVAUX DE L’ASSURE AINSI QUE LES DOMMAGES MATERIELS CAUSES AUX EXISTANTS DU FAIT DES TRAVAUX

CHAPITRE 3 : FONCTIONNEMENT DES GARANTIES

ARTICLE 1 : Montant des garanties

1.1 - Dommages aux biens assurés

Le montant épuisable de la garantie est égal au montant Hors Taxes prévisionnel de l'opération de construction (coût des travaux plus honoraires des architectes, BET, bureau de contrôle et autres techniciens), déclaré à l'article 1-3 ci-dessus.

L'assureur s'engage envers les assurés à ne pas appliquer la règle proportionnelle de capitaux prévue à l'Article L 121-5 du Code des Assurances.

Dans la mesure où le coût de construction dépasserait la somme visée ci-avant, l'assureur garantira automatiquement le nouveau montant jusqu'à concurrence d'un dépassement de 10% dudit montant. Au-delà, il appartient au souscripteur d'en faire la déclaration à l'assureur dès qu'il en aura eu connaissance.

1.2 - Garanties complémentaires

Le montant de l'ensemble des garanties complémentaires est acquis à concurrence des montants fixés à l'acte d'engagement.

1.3 - Reconstitution de garantie

En cas de sinistre, les capitaux garantis étant réduits du montant des indemnités versées par l'assureur, l'assuré aura la faculté, dans les 120 jours suivant l'indemnisation du sinistre, de demander que lesdits capitaux soient reconstitués.

Cette reconstitution sera accordée moyennant le paiement d'une prime, définie entre les parties et fixée dans l'avenant de reconstitution.

ARTICLE 2 : Prise d'effet des garanties

La garantie prend effet à la date de notification du marché.

Toutefois, la garantie s'applique à la partie de l'ouvrage réalisée antérieurement à la prise d'effet mais à condition que les dommages se produisent postérieurement à cette date et que l'assuré n'ait pas eu connaissance au moment de celle-ci d'évènements susceptibles, à son avis, de mettre en jeu la garantie du contrat, étant précisé que la charge de la preuve incombera à l'assureur.

ARTICLE 3 : Durée des garanties

3.1 Pendant la période en cours de construction / réhabilitation

Le présent marché est conclu pour toute la durée du chantier jusqu’à la réception définitive de l’ouvrage. La durée initialement déclarée à la souscription est donc prévisionnelle. Cette durée prévisionnelle figure dans l’acte d’engagement.

En cas de dépassement de cette durée le souscripteur doit déclarer la nouvelle date à l’assureur pour l’établissement d’un avenant de prolongation des garanties. Cette déclaration doit être faite au plus tard dans le délai d’un mois suivant la date initialement prévue pour la réception définitive de l’ouvrage.

Si la période de construction s’étend au-delà de la date de réception prévisionnelle fixée ci-dessus, les garanties demeureront acquises pour une période supplémentaire de 2 mois, sans surprime.

Au-delà de ce délai, la garantie sera acquise pendant une période supplémentaire de 4 mois moyennant surprime calculée au *pro rata temporis* au taux figurant à l’acte d’engagement rapporté au nombre de mois de dépassement au-delà des deux mois gratuits.

Au-delà de cette période supplémentaire de 4 mois, la garantie pourra être prorogée après étude et proposition spécifique de l’assureur sur les conditions de la prorogation

Si la prolongation de la durée du chantier est liée à un des cas indiqués à l’article 4.4 du CCAP, la prorogation des garanties prend la forme d’un avenant passé dans le cadre de la clause de réexamen prévu au même article du CCAP.

3.2 Pendant la période de maintenance

La période commence le jour de la réception des travaux du plus tardif des lots de chaque opération, pour s’achever douze mois après cette date.

Toutefois, si la période de construction est plus longue que prévue, et si les assureurs ont perçu la prime complémentaire mentionnée ci-dessus, la période de maintenance sera décalée d’autant à compter de la date effective de réception.

3.3. Assurance RCMO

Fonctionnement de la garantie : article L 124-5, 4ème alinéa du code des assurances

La garantie de responsabilité civile, objet du présent contrat, est déclenchée par la réclamation et couvre l’assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d’expiration de la garantie et que la première réclamation est adressée à l’assuré ou à son assureur entre la prise d’effet initiale de la garantie et l’expiration d’un délai subséquent de 10 ans à sa date de résiliation ou d’expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Il est précisé qu’on entend par réclamation, la mise en cause amiable ou judiciaire de la responsabilité civile de l’assuré par le tiers lésé. Est assimilé à une réclamation la déclaration faite par l’assuré à l’assureur, avant la résiliation ou l’expiration de la garantie, d’un dommage causé à un tiers identifié, susceptible d’être pris en charge par le présent contrat.

L’assureur ne couvre pas l’assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s’il

établit que l’assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

Disposition relative à l’application des montants de garantie et de franchise pendant le délai subséquent

En cas de résiliation du contrat, les montants de garantie accordés pour l’indemnisation des sinistres relevant du délai subséquent sont identiques à ceux prévus au présent contrat pendant l’année d’assurance précédant la date de résiliation.

Ces montants sont applicables pour la durée totale de la période subséquente dans les limites ci-après :

- . à concurrence du plafond annuel pour ceux exprimés par année d’assurance. L’année d’assurance s’entend alors pour l’ensemble des sinistres relevant du délai subséquent

- . à concurrence du plafond par sinistre pour ceux exprimés par sinistre.

Ces montants s’épuisent par tout règlement en principal, intérêts et frais, sans que les montants exprimés par année d’assurance puissent se reconstituer.

Il est fait application, pour tout sinistre relevant du délai subséquent, des franchises par sinistre prévues au présent contrat pendant l’année d’assurance précédant la date de résiliation.

ARTICLE 4 : Résiliation

4.1 - Par dérogation au Code des Assurances, et sauf dispositions de l’article L113-8 du code des assurances, le présent contrat ne peut être résilié par l’assureur qu’en cas de non-paiement des primes, et ce, dans les conditions suivantes :

A défaut de paiement d’une prime dans les délais prévus au C.C.A.P., l’assureur indépendamment de son droit de poursuivre l’exécution du contrat en justice peut, par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur, suspendre la garantie trente jours après l’envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire si celui-ci est domicilié en dehors de la France métropolitaine).

Cette lettre recommandée indiquera qu’elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappellera le montant et la date d’échéance de la prime et reproduira l’article L 113.3 du Code des Assurances.

L’assureur a le droit de résilier le contrat, dix jours après l’expiration du délai de trente jours visé ci-dessus, par notification faite au souscripteur, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

La suspension de la garantie pour non-paiement de la prime ne dispense pas le souscripteur de l’obligation de payer les primes à leurs échéances. Cette suspension prend fin le lendemain midi du paiement de la prime ainsi que des fractions de prime ayant fait l’objet d’une mise en demeure ou venues à l’échéance pendant la période de suspension et de tous frais de poursuites ou de recouvrement.

En cas de non-paiement d’une fraction de prime ou d’un ajustement, l’assureur renonce à se prévaloir de ces dispositions. Il pourra cependant, dans cette hypothèse, réduire l’indemnité due en cas de sinistre en proportion du montant des primes payées par rapport aux primes dues à la date du sinistre.

4.2 Renonciation à la faculté de résiliation après sinistre

Il est convenu que l'assureur renonce à invoquer la survenance de tout sinistre pour exercer, de ce seul fait, son droit de résiliation du présent contrat.

ARTICLE 5 : Primes

5.1 – Détermination de la prime

Il est perçu une prime dont le montant est précisé à l’acte d’engagement, résultant du taux y figurant appliqué sur l’assiette qui y est également précisée, constituée du montant des travaux tous corps d’état réunis et honoraires techniques (Architectes, BET, Ingénieurs-Conseils, Bureau de contrôle et autres techniciens) le tout Hors Taxes.

Définition du Coût définitif de l’opération : Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

5.2. Variation de la prime

La prime ne fera l'objet d’une variation, à la hausse ou à la baisse, que dans les seuls cas suivants :

- Si le montant définitif des travaux arrêté après la réception des ouvrages est différent du coût prévisionnel, le montant de la prime de révision sera calculé au taux convenu sur la différence résultant de la déclaration du coût définitif, que ce calcul donne lieu à perception de prime ou à remboursement.
- Si la durée des travaux est supérieure à la durée initialement déclarée, le montant de la prime sera calculé au taux du contrat appliqué au prorata du dépassement, non compris la première période de 2 mois, accordée gratuitement (il pourra être application le cas échéant de la clause de réexamen prévue à l’article 4.4 du CCAP).
- Si le projet subit des modifications techniques constituant une aggravation du risque déclaré initialement, conformément à l’article L 113-9 du code des assurances, par dérogation à ce même article L113-9, l’assureur s’engage :
 - ⇒ Si elle est constatée avant tout sinistre, à maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime considérée comme n’entraînant pas un bouleversement du marché initial. Néanmoins, en cas de désaccord du souscripteur sur la surprime proposée par l’assureur, le souscripteur pourra demander la résiliation du contrat avec restitution de la portion de la prime payée pour le temps où l’assurance ne court plus.
 - ⇒ Dans le cas où la constatation n’a lieu qu’après un sinistre, l’indemnité est réduite en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait été due, soit

compte tenu de l’aggravation, soit si le risque avait été complètement et exactement déclaré.

Toutefois, il est rappelé que l’assureur ne peut se prévaloir d’une aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l’assurance, particulièrement en continuant à encaisser les primes ou fraction(s) de primes ou en réglant, après un sinistre, une indemnité,

- Si le souscripteur demande la reconstitution des garanties après sinistre, le montant de la prime sera calculé au taux convenu à la souscription appliqué sur le montant de la garantie principale à reconstituer.

Les mêmes dispositions s’appliquent à la prime afférente à la garantie « maintenance ».

Lorsque l’application des termes de la police donne lieu à émission de prime en complément ou à remboursement, le marché d’assurance fera l’objet d’un avenant.

5.3. Modalités de règlement de la prime

La prime dont le montant est précisé à l’acte d’engagement est appelée par le titulaire en une seule fois. Elle fait l’objet de l’émission d’un avis d’échéance correspondant à son enregistrement comptable.

Les primes visées à l’article III.6.2. ci-avant sont également appelées, le cas échéant, en une seule fois, avec pour chacune d’entre elles émission d’un avis d’échéance correspondant.

ARTICLE 6 : Sinistres

6.1 – Déclaration du sinistre

L’assuré s’engage à déclarer à l’assureur sauf cas fortuit ou de force majeure, tout sinistre dans les délais les plus rapides à partir du moment où le souscripteur ou l’un quelconque des assurés, en a eu connaissance.

L’assuré ne sera tenu de transmettre à l’assureur que les réclamations qui lui sembleront de nature à mettre effectivement en cause la garantie du contrat. Si certaines de ces réclamations, reçues par l’assuré et non transmises à l’assureur, notamment compte tenu du montant de la franchise, se révélaient ultérieurement de nature à faire jouer le contrat d’assurance, et étaient alors adressées, l’assureur renoncerait à faire grief à l’assuré d’une déclaration tardive et à lui opposer la prescription biennale.

Par ailleurs, et si pour quelques raisons que ce soient l’assuré omettait de déclarer le sinistre, dans le délai fixé ci-dessus, l’assureur renonce à lui opposer une quelconque déchéance et ne pourra que lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce retard lui a causé.

La déclaration devra préciser la description et les circonstances du sinistre, et l’indication des

mesures conservatoires prises en raison de l’urgence pour en limiter l’importance et les conséquences et préserver les objets non atteints ou retrouver les objets disparus.

6.2 – Expertise

L’assureur s’engage à désigner un expert dès réception de la déclaration de sinistre et au plus tard **dans les cinq jours** de la réception de la déclaration.

La mission confiée par l'assureur à l'expert consiste à constater, décrire, rechercher les causes, évaluer les dommages et le coût des travaux nécessaires à leur réparation et établir le ou les rapport (s) nécessaire (s) à l'information des parties.

L'expert interviendra immédiatement dès sa nomination pour constater la nature des désordres et permettre le début des travaux de réparation.

L’assuré s’engage, avant l’intervention de l’expert, à conserver les pièces endommagées ou à remplacer et à fournir au plus tôt un devis des réparations envisagées avec leur coût.

Lorsque l’expert désigné dispose de toutes les informations et pièces, lui permettant de conclure, le rapport d’expertise doit être immédiatement déposé. L’assureur s’engage à obtenir ce rapport **au plus tard dans les quinze jours** de la désignation de l’expert.

Cette procédure ne fait pas obstacle à la désignation par l'assuré de son propre expert dont les honoraires sont pris en charge dans les limites de l’article II.1.2.4 ci-dessus.

6.3 - Règlement des indemnités

L'assureur s’engage à prendre position **au plus tard dans les dix jours** qui suivent le dépôt du rapport d’expertise et à indemniser l'assuré dans la limite des sommes garanties par le contrat **au plus tard dans les quinze jours** qui suivent sa prise de position.

L'indemnisation sera établie en fonction du coût de reconstruction, de réparation ou de remplacement à neuf, au jour et au lieu de la réparation des biens sinistrés. Elle s'effectuera sur une base hors TVA.

L’assureur accepte que le montant des travaux de reprise soit établi selon les termes des marchés de travaux.

Le règlement sera effectué par l'assureur soit au souscripteur, soit aux assurés désignés par écrit par le souscripteur.

Lorsque des recherches ou travaux sont demandés par l’expert, dans le cadre de sa mission, il est convenu que l’assureur en assumera le règlement directement auprès du ou des intervenant(s) en charge de les réaliser.

6.4 – Abrogation de la règle proportionnelle de capitaux

L'assureur reconnaît avoir eu parfaite connaissance des éléments du risque assuré.
De ce fait, le contrat jouera au premier euro, sous réserve de l'application de la franchise, étant précisé que la règle proportionnelle de capitaux, prévue à l'article L 121-5 du Code des Assurances n'est pas applicable aux garanties du présent contrat.

6.5. Défense

En cas de litige, les tribunaux français seront seuls compétents.

L'assureur s'engage en étroite collaboration avec l'assuré à défendre l'assuré devant les juridictions civiles, commerciales, répressives ou administratives, lorsqu'il est cité ou assigné à la suite d'un dommage garanti, même partiellement, par le présent contrat, et alors même que les intérêts civils auraient été réglés par l'assureur.

En cas de doute sur l'engagement de garantie, l'assureur en avisera immédiatement l'assuré, mais assumera cependant sa défense, dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux qui devront être portés à sa connaissance, pour lui permettre de prendre une position définitive.

D'un commun accord entre les parties, l'assuré aura la possibilité d'associer son propre avocat, en vue de la défense de ses intérêts.

L'assuré devra transmettre à l'assureur, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés (à lui-même ou à ses préposés).

Faute pour lui de remplir tout ou partie de cette obligation (sauf en cas fortuit ou cas de force majeure), l'assureur pourra réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'assuré pourra lui causer (Article L 113-11-2 du Code des Assurances).

Cette défense assumée par l'assureur comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise et d'avocat ainsi que les frais judiciaires et d'exécution des jugements exécutoires.

Les frais de défense ne viennent pas en déduction du montant de la garantie

6.6. Transaction

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenue en dehors de l'assureur ne lui sont opposables. L'assureur a seul qualité pour transiger dans la limite de sa garantie en associant l'assuré.

L'assureur tiendra informé l'assuré à l'occasion de toute transaction ou acceptation d'une décision de justice et communiquera les rapports émanant de son expert, ainsi que ceux de l'expert intervenant en exécution d'une décision de justice. En cas de transaction, celle-ci ne pourra intervenir que d'un commun accord entre l'assureur et l'assuré concerné.

N'est pas considéré comme reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel de la part de l'assuré

ARTICLE 7 : Prescription

Toutes actions dérivant de ce contrat, sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance (art. L 114-1 et art L 114-2 du Code des Assurances). Indépendamment des cas visés par l'Article L 114-2 du Code des Assurances, la prescription de deux ans est également interrompue par la saisine d'un avocat et / ou la désignation de son expert, par l'assureur.

ARTICLE 8 : Droit de communication et de rectification

Les assurés peuvent demander communication et rectification de toute information les concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de l'assureur ou à celui de ses mandataires, des réassureurs et organismes professionnels concernés. Ce droit d'accès et de rectification prévu par la Loi 78.17 du 6 Janvier 1978 peut être exercé chez l'assureur apériteur.

ARTICLE 9 : Co-assurance

Les assureurs donnent tous pouvoirs à l'apériteur pour gérer en leur nom le présent contrat, à ce titre donner leur accord sur toute modification et conviennent de lui confier le soin d'encaisser les primes, de recevoir avis des sinistres, de procéder à leur règlement et de payer les indemnités auxquelles chaque assureur contribuerait pour sa part.